

dans ces bureaux rénovés sera plus efficace ou plus satisfaisant que par le passé.

● (1730)

Je sais que l'on a besoin de beaucoup de locaux pour le million de dollars supplémentaire pour les employés et les laquais supplémentaires que l'on a découvert au ministère récemment, mais c'est certainement là un montant excessif. Le dégrèvement fiscal que nous avons réclamé au cours du débat sur le bill C-49 aurait contribué à réduire considérablement les revenus du gouvernement et, partant à restreindre certains des principaux programmes de dépenses que l'on nous soumet aujourd'hui dans le budget.

Le leader à la Chambre a poursuivi en parlant longuement des mesures de grande envergure que prend actuellement le gouvernement. Je pense que le pire exemple est quand même le ministère des Postes. La qualité du service de ce ministère n'a jamais été pire et personne ne sait réellement ce que seront les coûts de ce ministère. Je me permets de vous donner des coûts que j'ai repérés dans le budget, au chapitre encore une fois du ministère des Travaux publics. On avait à l'origine évalué à 5 millions de dollars le coût du terminus postal de Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick; on l'évalue maintenant à 8,6 millions, soit une augmentation de 72 p. 100. Le coût d'un autre terminus postal à Saint-Jean de Terre-Neuve, est passé de 3,7 à 7,7 millions de dollars, soit une augmentation de 110 p. 100. Le coût du centre de traitement du courrier à Halifax, en Nouvelle-Écosse, a grimpé de 186 p. 100. Et le pire exemple de tous c'est celui du programme GEP de Montréal dont le coût a augmenté de quelque 300 p. 100.

L'impact de ces chiffres est vraiment phénoménal. Comment peut-on vraiment prétendre lutter sérieusement contre l'inflation quand on permet aux prix de tripler en un an? On nous a beaucoup parlé de consensus. On nous a fait des promesses dans le discours du Trône. A mon avis, nous n'avons peut-être plus besoin de consensus: il est trop tard. C'est peut-être le temps de l'initiative de la fermeté.

Je m'oppose catégoriquement à la dernière partie de la motion dont la Chambre est saisie.

J'aimerais m'arrêter un instant à certains produits alimentaires, dont l'un est d'importance particulière dans ma région. Je songe ici au lait et au programme du lait de transformation. Le ministre de l'Agriculture (M. Whelan) a promis aux agriculteurs canadiens de leur donner bien avant le 1^{er} avril une réponse au sujet du prix de soutien du lait. Je lui ai demandé cet après-midi quand il annoncerait ce nouveau prix, ce à quoi il a répondu très cavalièrement par un «bientôt». Pareille réponse est inadmissible.

Il ne reste plus qu'une semaine au ministre pour l'annoncer. Il y a certainement quelqu'un dans son ministère, à la commission des produits laitiers ou au Conseil du Trésor qui a une idée de ce que les agriculteurs recevront pour leur lait pendant l'année qui vient. Dans ce cas, pourquoi ne peut-on nous le dire? Si personne ne le sait, ce qui est peut-être le cas, cela indique quel genre de direction nous avons.

Je parie que nous apprendrons probablement le prix de soutien du lait pendant le congé, lorsque le ministre pourra éviter de déposer le document devant une Chambre en séance et le glisser tranquillement avec les communiqués de presse pour lesquels il est célèbre, en espérant qu'il sera oublié d'ici notre retour. Permettez-moi de lui dire qu'il a devant lui au moins un député qui surveillera

L'inflation

la publication de ces chiffres de très près et qu'un grand nombre d'agriculteurs de ma circonscription l'attendront également avec beaucoup d'impatience.

Nous connaissons tous des pénuries alimentaires. Le prix des aliments est très élevé, mais ce n'est rien à côté de ce qui guette les agriculteurs s'ils ne peuvent obtenir un prix convenable pour leurs produits et si, en conséquence, les denrées alimentaires ne sont pas mises sur le marché. Je ne suis pas prophète de malheur comme on l'a insinué, mais, dans ma circonscription, il y a encore bien des jeunes, hommes et femmes, qui pourraient devenir de bons agriculteurs, mais qui n'en ont pas les moyens et doivent demander de l'aide, en raison des frais de l'entreprise.

Il y a paraît-il un programme fédéral d'aide aux jeunes désireux de devenir agriculteurs. C'est l'objectif de la loi sur l'aménagement régional et le développement agricole du Canada, ainsi que du programme des crédits agricoles. Cependant, le programme se fonde sur la valeur des terrains il y a dix ans. Il n'a pas été mis à jour et, avec les prix actuels, il n'est d'aucun secours au jeune exploitant agricole. Le ministère de l'Agriculture refuse de hausser les subventions et je le soupçonne fortement de vouloir différer cette mesure tant que les élections n'auront pas eu lieu en Ontario, tout simplement parce que le gouvernement croit qu'il pourrait ainsi mettre quelques personnes dans l'embarras. Le gouvernement fédéral bloque les tentatives des jeunes qui veulent se lancer dans l'agriculture.

Madame l'Orateur, j'aimerais beaucoup appuyer la première moitié de la résolution de mon collègue, mais vu l'absurdité incroyable des dernières lignes, je ne puis le faire et ce soir, à 9 h 45, à l'instar de nombre de mes collègues, je rejeterai la motion.

M. James Gillies (Don Valley): Madame l'Orateur, je suis ravi de participer au débat cet après-midi et je félicite les Créditistes d'avoir présenté une telle motion. Moi aussi, j'abonde dans le sens des propos de mon collègue. Nous voulons bien appuyer la première partie de la motion, mais malheureusement nous n'acceptons pas la deuxième partie si bien que nous devons voter contre.

Il est très important que le Parlement se préoccupe constamment et régulièrement de l'inflation à cause de ce qui s'est produit dans le pays. J'en tiens le gouvernement en grande partie responsable. Le député de Mississauga (M. Abbott) a dit que nous sommes maintenant un pays désireux d'envisager objectivement les problèmes qui l'assaillent. Nous prétendons que ces problèmes ne viennent pas d'ici, qu'ils vont disparaître, qu'il n'y a rien à y faire.

Le fait est que depuis deux ou trois ans, notre économie a été mal orientée. Les trois derniers budgets qu'on nous a présentés devaient régler le problème de l'inflation en accroissant l'offre. Or, il est impossible d'accroître à la fois l'offre et la demande et pourtant c'est cela que le gouvernement a voulu faire. La situation est analogue à celle de l'époque où Lyndon Johnson avait affirmé que les États-Unis pouvaient se permettre des canons et du beurre en même temps. On ne peut donner plus à l'économie que ce qu'elle peut produire elle-même. Peut-être qu'à la longue cela serait possible. Si l'on a besoin d'acier, on construit une nouvelle aciérie. Mais pendant que les travaux sont en cours et que l'on attend l'acier, il faut sacrifier quelque chose d'autre. Le gouvernement ne l'a pas compris et le résultat, aujourd'hui, c'est l'inflation permanente et le chômage croissant.